

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur l'Afrique et la lutte contre le dérèglement climatique, à Paris le 10 novembre 2015.

Mesdames, Messieurs,

J'ai accueilli ici plusieurs chefs d'Etat et de gouvernement africains, avec le Président de la Banque africaine de développement, avec les ministres français qui suivent la réunion de Paris, avec Jean-Louis BORLOO, qui depuis plusieurs mois travaille sur un projet pour l'électricité en Afrique, parce que nous sommes à la veille de la rencontre qui va avoir lieu à Malte entre l'Afrique et l'Europe pour traiter d'immigration et à quelques jours de la Conférence de Paris. Si je puis dire, c'est le même sujet. C'est la question de savoir si nous sommes capables de traiter le grand enjeu du climat en même temps que d'aider au développement de l'Afrique et de lui donner toutes les conditions nécessaires pour améliorer le bien-être de sa population.

Nous avons donc eu un échange et chaque chef d'Etat et de gouvernement en rendra compte. Notre constat est implacable : constat à la fois de la dégradation du climat et de ses conséquences sur l'Afrique, constat aussi des grandes capacités de l'Afrique à assurer son développement et notamment sa production d'énergie sans recourir comme par le passé, aux énergies fossiles et constat également d'une volonté commune des Africains de porter ce sujet. Donc demain à Malte, comme durant la Conférence de Paris, il y aura plusieurs initiatives qui seront prises par l'Afrique et pour l'Afrique.

Pour résumer notre discussion, je dirais que nous devons regrouper toutes les initiatives qui sont déjà lancées ou qui ont vocation à être lancées pour l'Afrique. Nous devons élever le niveau de financement et c'est l'enjeu de la réunion de Malte. Ce sera aussi l'enjeu des financements qui sera au cur des accords de Paris. Troisièmement, nous devons avoir un mécanisme dédié, un fonds commun, nous en verrons la structure, à côté bien sûr ou avec la Banque africaine de développement, avec les grandes institutions financières de la planète, pour pouvoir agir dans un délai très rapide, de manière à ce que nous puissions traiter vite des questions d'autonomie énergétique de l'Afrique, mais aussi des efforts en faveur de l'adaptation qui sont demandés par les Africains dans le cadre de la Conférence sur le climat.

Je remercie les chefs d'Etat et de gouvernement qui sont ici pour la confiance qu'ils apportent à la France pour la préparation de ce rendez-vous, mais je voulais aussi que nous ayons cet échange pour dire combien la France sera aux côtés des Africains, à la réunion de Malte et à la Conférence de Paris sur le climat.

Je remercie les chefs d'Etat et de gouvernement africains qui sont venus pour cette réunion préparatoire à celle de Malte qui s'intègre parfaitement dans la préparation de la Conférence sur le climat.

Vous avez tous compris que la question des énergies renouvelables en Afrique et de l'accès des Africains à l'électricité renvoyait à un enjeu climatique, de développement et j'allais dire, de dignité. Peut-on laisser encore un continent dans l'ombre, dans l'obscurité ? Peut-on dire que ce continent et je le pense est l'avenir du monde sur le plan de sa vitalité et sur le plan de son développement économique et prendre autant de temps avant de lui apporter les infrastructures indispensables ?

Si nous ne le faisons pas, les Africains trouveront de toute manière des solutions. Ce seront des solutions venues des énergies fossiles. Il y a des énergies fossiles en Afrique, donc nous voyons

solutions venues des énergies fossiles. Il y a des énergies fossiles en Afrique, donc nous voyons bien le risque que cela peut représenter par rapport aux émissions de gaz à effet de serre. Nous verrons les migrations progresser considérablement, compte tenu aussi de la croissance démographique que connaît le continent. Nous aurons alors d'autres investissements à faire et d'autres tensions, d'autres conflits. Nous sommes donc devant un enjeu planétaire. C'est ce que nous avons voulu dire avant les grandes échéances ensemble et, demain, je ne souhaite pas que les Européens soient simplement dans une gestion des flux migratoires, dans l'édification de barrières, même si elles sont parfois nécessaires pour empêcher les mouvements de population, notamment dans les pays de transit.

Evitons les trafics d'êtres humains. Faisons en sorte qu'il y ait du développement, de l'activité, de la croissance. C'est le sens de cette initiative qui doit trouver sa traduction, je l'ai dit, dans une concentration des projets existants et portés par les principaux pays, dans une élévation du niveau des financements qui seront dégagés et dans le choix de la structure ou des structures qui auront vocation à alimenter en électricité, en énergie renouvelable, l'Afrique tout entière. Merci à tous d'avoir participé à cette réunion.